

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/RUS/29

13 novembre 1998

(98-4498)

**Groupe de travail de l'accession
de la Fédération de Russie**

Original: anglais

ACCESSION DE LA FEDERATION DE RUSSIE

Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

*Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)
dans la Fédération de Russie: aperçu général de la situation
et perspectives de développement*

Le présent aperçu général se fonde sur le document intitulé "Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce " (WT/ACC/RUS/7) et l'addendum audit document, ainsi que sur les réponses aux questions des Membres de l'OMC concernant les ADPIC. Il a été mis à jour et complété en ce qui concerne les modifications récentes de la législation en vigueur dans le domaine de la protection des droits de propriété intellectuelle et son application.

1. Dispositions générales

a) Politique en matière de propriété intellectuelle

L'orientation générale de la politique de la Fédération de Russie en matière de propriété intellectuelle est déterminée par la Constitution de la Fédération de Russie (clause 1 de l'article 44), qui dispose ce qui suit:

"La liberté de création littéraire, artistique, scientifique, technique et autre activité créatrice, ainsi que d'instruction, est garantie à toute personne. La propriété intellectuelle est protégée par la loi."

L'ensemble du système de législation en vigueur contribue à la réalisation de ce droit constitutionnel. Un certain nombre d'accords internationaux auxquels la Fédération de Russie est partie forment un élément essentiel de ce système.

b) Organismes chargés de la mise en œuvre de la politique de l'État en la matière

Le pouvoir de mettre en œuvre la politique de l'État en matière de protection juridique de la propriété intellectuelle a été conféré au Ministère de la justice. L'Office des brevets et des marques de fabrique ou de commerce (Rospatent) est un organisme exécutif fédéral chargé de l'exécution, du contrôle, de la délivrance des autorisations, de la réglementation et de l'organisation dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle (inventions, dessins et modèles industriels, modèles d'utilité, marques de fabrique ou de commerce, marques de service, appellations d'origine), de la protection juridique des programmes d'ordinateur, des bases de données et des schémas de configuration de circuits intégrés, y compris l'enregistrement et la délivrance des titres de protection de la propriété industrielle et l'enregistrement volontaire des programmes d'ordinateurs, des bases de données et des schémas de configuration de circuits intégrés.

D'autres organismes et ministères fédéraux ainsi que des organismes judiciaires et des organisations non gouvernementales participent à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de l'État en matière de propriété intellectuelle.

Leurs fonctions et compétences sont définies conformément à la législation en vigueur. Le rôle de ces organismes dans le domaine des ADPIC est décrit dans les sections ci-après du présent aperçu général.

Les activités dans ce domaine sont coordonnées dans le cadre du Groupe de travail interinstitutions chargé des ADPIC (sous l'égide du Ministère de la justice) de la Commission du gouvernement pour les questions concernant l'OMC.

c) Adhésion aux conventions internationales sur la propriété intellectuelle et à des accords bilatéraux ou régionaux

La Fédération de Russie est partie aux accords internationaux multilatéraux sur la propriété intellectuelle indiqués ci-après:

- Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle;
- Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (Acte de Stockholm);
- Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (Acte de Stockholm);
- Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques;
- Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques (Acte de Genève);
- Arrangement de Locarno instituant une classification internationale pour les dessins et modèles industriels;
- Traité de coopération en matière de brevets (PCT);
- Arrangement de Strasbourg concernant la classification internationale des brevets;
- Convention concernant la distribution des signaux porteurs de programmes transmis par satellite;
- Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets;
- Traité de Nairobi concernant la protection du symbole olympique;
- Convention universelle (de Genève) sur le droit d'auteur, révisée en 1971 (y compris les protocoles additionnels);
- Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (révisée en 1971);

- Convention pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes;
- Convention internationale pour la protection des obtentions végétales (Convention de l'UPOV);
- Traité sur le droit des marques;
- Accord de coopération pour la protection du droit d'auteur et des droits connexes (accord régional entre les pays de la CEI);
- Convention eurasiennne sur les brevets (accord régional entre les pays de la CEI).

La Fédération de Russie a signé des accords bilatéraux sur la protection de la propriété industrielle avec d'autres pays de la CEI. Ces accords prévoient la possibilité pour les personnes morales des pays de la CEI de traiter avec l'Office des brevets de la Fédération de Russie sans passer par des conseils en brevets russes et le paiement par ces personnes morales de redevances de brevet selon les modalités et le montant fixés pour les déposants russes, ce qui se justifie eu égard à l'espace postal commun et à l'existence d'accords sur les paiements en roubles russes.

Divers aspects de la protection de la propriété intellectuelle sont traités dans un certain nombre d'accords bilatéraux conclus par la Fédération de Russie, à savoir l'Accord sur les relations commerciales entre la Russie et les États-Unis, l'Accord de coopération commerciale et économique entre la Russie et la Confédération helvétique, l'Accord de coopération commerciale et économique entre la Russie et le Royaume de Norvège, le Traité de coopération commerciale et économique entre la Russie et la République de Pologne, et l'Accord de partenariat et de coopération entre la Russie et les Communautés européennes.

d) Application du traitement national et du traitement de la nation la plus favorisée

La Fédération de Russie accorde le traitement national aux personnes morales et physiques des pays qui sont parties à des conventions prescrivant ce traitement (plus particulièrement, la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, la Convention universelle sur le droit d'auteur et la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques), à la fois directement en application de ces conventions (en vertu de la clause 4 de l'article 15 de la Constitution de la Fédération de Russie, les accords internationaux sont directement applicables et ont la primauté) et conformément aux dispositions pertinentes des lois de la Fédération de Russie (en particulier, les articles 36 et 37 de la Loi sur les brevets, les articles 47 et 48 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine, l'article 3, la clause 1 de l'article 5 et la clause 4 de l'article 35 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes, l'article 7 de la Loi sur la protection juridique des programmes d'ordinateurs et des bases de données, les articles 13 et 14 de la Loi sur la protection juridique des schémas de configuration de circuits intégrés).

L'application du traitement de la nation la plus favorisée (avec des exceptions concernant les avantages accordés par la Russie en application de certains accords, notamment des accords avec les pays de la CEI) à la propriété intellectuelle est prévue dans les accords entre la Russie et la Suisse, et la Russie et les Communautés européennes.

e) Taxes

Les taxes à acquitter pour l'obtention de brevets pour des inventions, modèles d'utilité, et dessins ou modèles industriels, l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce et des

marques de service, l'enregistrement des appellations d'origine, la concession du droit d'utiliser des appellations d'origine et l'enregistrement officiel des programmes d'ordinateur, des bases de données et des schémas de configuration de circuits intégrés sont perçues conformément à l'Ordonnance du gouvernement du Conseil des ministres n° 793 du 12 août 1993, modifiée par les ordonnances gouvernementales n° 382 du 23 avril 1994, n° 989 du 9 octobre 1995, n° 423 du 16 avril 1997, n° 1058 du 20 août 1997 et n° 372 du 31 mars 1998. Les personnes morales et physiques de la Fédération de Russie et des pays qui sont parties à des accords internationaux conclus avec la Fédération de Russie au sujet des règlements mutuels en roubles acquittent les taxes en roubles russes. Les personnes morales et physiques des autres pays acquittent les taxes d'enregistrement en dollars des États-Unis (les montants des taxes d'enregistrement figurent à l'annexe 1).

2. Normes fondamentales de protection de la propriété intellectuelle

a) Droit d'auteur et droits connexes

D'une manière générale, les dispositions de la législation russe relatives au droit d'auteur (y compris celles qui concernent la protection des programmes d'ordinateur et des bases de données) sont conformes aux dispositions de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (y compris l'article 6*bis*) et aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC concernant le droit d'auteur. En même temps, conformément à la déclaration faite par le gouvernement de la Fédération de Russie lorsqu'il est devenu partie à la Convention de Berne, les dispositions de cette dernière ne sont pas appliquées aux œuvres littéraires et artistiques qui, lors de l'entrée en vigueur de la Convention dans la Fédération de Russie, étaient tombées dans le domaine public. En vertu de l'article 28 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes, les œuvres pour lesquelles la durée de protection du droit d'auteur a expiré ainsi que les œuvres pour lesquelles la protection du droit d'auteur n'avait jamais été accordée dans la Fédération de Russie relèvent du domaine public.

En général, les dispositions concernant la protection des droits connexes sont conformes aux dispositions de la Convention de Rome sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion et ne sont pas en contradiction avec l'Accord sur les ADPIC, étant donné que les dispositions de cet accord qui concernent la protection rétroactive des phonogrammes peuvent être appliquées par la Russie après l'accession à l'OMC sur la base de la primauté des accords internationaux.

b) Marques de fabrique ou de commerce, y compris les marques de service

D'une manière générale, les dispositions de la législation russe concernant la protection des marques de fabrique ou de commerce et des marques de service sont conformes aux dispositions de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et de l'Accord sur les ADPIC, à l'exception des dispositions concernant la protection additionnelle des marques notoirement connues pour des marchandises non similaires. Ces dispositions seront prises en compte lors de la modification de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine. Un projet de loi a été élaboré et devrait être présenté aux autorités législatives d'ici à la fin de 1998.

c) Indications géographiques, y compris les appellations d'origine

La protection des indications géographiques en Russie repose principalement sur la répression des indications fausses qui constituent une forme de concurrence déloyale ou une violation des droits des consommateurs (elle est du ressort des services antitrust et des tribunaux, respectivement).

Une catégorie d'indications géographiques très importante – les appellations d'origine – fait l'objet d'une protection particulière fondée sur l'enregistrement de l'appellation d'origine selon une

procédure énoncée dans la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine.

D'une manière générale, les dispositions en vertu desquelles les indications géographiques sont protégées sont conformes aux dispositions de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et de l'Accord sur les ADPIC. Toutefois, les dispositions de l'Accord sur les ADPIC concernant la protection additionnelle des indications géographiques pour les vins et liqueurs ne sont appliquées qu'aux appellations d'origine qui ont été enregistrées selon la procédure établie.

Afin de rendre la législation conforme aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC, un projet de loi portant modification de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce a été élaboré. Ce projet de loi tient compte aussi des dispositions du Traité sur le droit des marques auquel la Russie est partie. Le gouvernement pense présenter le projet de loi aux instances législatives à la fin de 1998.

d) Inventions et dessins et modèles industriels

D'une manière générale les dispositions de la Loi sur les brevets concernant la protection des inventions et des dessins et modèles industriels sont conformes à la Convention de Paris et à l'Accord sur les ADPIC. Le projet de loi portant modification de la Loi sur les brevets a pris en considération les dispositions de l'Accord sur les ADPIC concernant l'utilisation d'inventions sans l'autorisation du détenteur du brevet ("régime de licences obligatoires").

Il est prévu de présenter le projet de loi aux instances législatives à la fin de 1998.

f) Protection des obtentions végétales et des races animales (produits de sélection)

Les obtentions végétales et les races animales sont protégées en vertu de la Loi sur les produits de sélection. Les dispositions de cette loi sont conformes à l'Accord sur les ADPIC et à la Convention de l'UPOV.

g) Schémas de configuration de circuits intégrés

Les schémas de configuration de circuits intégrés sont protégés en vertu de la Loi sur la protection juridique des schémas de configuration de circuits intégrés. D'une manière générale, les dispositions de cette loi sont conformes aux dispositions du Traité sur la propriété intellectuelle en matière de circuits intégrés (Traité de Washington), bien que la Russie ne soit pas partie audit traité. Les prescriptions additionnelles (par rapport au Traité de Washington) de l'Accord sur les ADPIC ont été prises en considération dans un projet de loi portant modification de la Loi sur les schémas de configuration des circuits intégrés qui devrait être présenté aux instances législatives à la fin de 1998 ou au début de 1999.

h) Protection des renseignements non divulgués

La protection des renseignements non divulgués, telle qu'elle est prévue à la section 7 de l'Accord sur les ADPIC, est assurée dans la législation russe par l'article 139 du Code civil qui porte sur les secrets officiels et commerciaux. En particulier, l'article 139 stipule que les fonctionnaires ayant obtenu illégalement des renseignements qui constituent des secrets officiels ou commerciaux sont passibles de sanctions. L'obtention, l'utilisation ou la divulgation de renseignements scientifiques, techniques, de production ou commerciaux, y compris les secrets commerciaux, sans le consentement du détenteur sont interdites en vertu de l'article 10 de la Loi fédérale sur la concurrence et la limitation de l'activité monopolistique sur les marchés des produits de base.

Il y a un certain vide juridique en ce qui concerne la responsabilité civile lorsque les renseignements ont été obtenus d'une manière contraire aux usages commerciaux honnêtes (comme il est prévu à l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC).

Les problèmes susmentionnés devraient être résolus dans le cadre de la Loi fédérale sur les secrets commerciaux, dont le projet a déjà été approuvé en première lecture par le Parlement.

i) **Contrôle des pratiques anticoncurrentielles dans les accords sur le transfert de droits exclusifs**

La législation russe en vigueur prévoit des mesures visant à prévenir l'abus de droits de propriété intellectuelle, en particulier s'il en résulte un effet anticoncurrentiel. L'exercice des droits exclusifs est soumis à la Loi fédérale sur la concurrence et la limitation de l'activité monopolistique sur les marchés des produits de base, lorsque l'utilisation de la licence (contrat d'auteur, contrat de licence, etc.) vise à restreindre la concurrence (article 2 de la loi). Les types d'accords qui sont interdits ainsi que les conditions et modalités selon lesquels les accords doivent être considérés comme limitant la concurrence sont définis à l'article 6 de ladite loi.

3. Mesures visant à empêcher l'usage abusif des droits de propriété intellectuelle

La législation russe prévoit à la fois des mesures spécifiques pour prévenir l'usage abusif des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce, aux dessins et modèles industriels, aux inventions et aux modèles d'utilité, et une application limitée des mesures générales de la réglementation antitrust aux arrangements concernant la propriété intellectuelle.

Les mesures spécifiques comprennent la possibilité d'annuler l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce à la demande de toute partie pour non-usage de la marque après une période ininterrompue de non-usage de cinq ans, ainsi que la possibilité de délivrer une licence obligatoire non exclusive si le détenteur du brevet respectif n'a pas utilisé ou a utilisé insuffisamment cette invention ou ce dessin ou modèle industriel. Ces deux mesures relèvent de la Chambre suprême des brevets.

Conformément à la Résolution du gouvernement n° 367 du 30 mars 1998, l'Office supérieur des brevets de Rospatent a été mis en place. Il s'agit d'un organe collectif qui a repris les fonctions de la Chambre suprême des brevets. La principale tâche de l'Office supérieur des brevets de Rospatent est d'assurer l'exercice des droits et la protection des intérêts juridiques des déposants, des détenteurs de droits en matière de propriété industrielle, etc.

L'Office supérieur des brevets de Rospatent s'occupe des plaintes concernant les décisions de la Chambre d'appel de Rospatent, des demandes et pétitions concernant l'octroi, la limitation ou la dénonciation de droits exclusifs de propriété industrielle et leur utilisation, ainsi que des requêtes demandant que des marques de fabrique ou de commerce soient considérées comme notoirement connues conformément aux traités internationaux auxquels la Fédération de Russie est partie.

Les mesures spécifiques comprennent aussi le droit du détenteur du brevet, au cas où il serait dans l'incapacité d'utiliser son invention, son modèle d'utilité ou son dessin ou modèle industriel sans porter atteinte aux droits d'un autre détenteur de brevet, d'exiger que celui-ci conclue un contrat de licence avec lui (article 10:5 de la Loi sur les brevets). Ce droit est protégé conformément aux procédures judiciaires.

Les mesures générales de la réglementation antitrust s'appliquent aux droits exclusifs, y compris les droits de propriété intellectuelle, mais seulement s'il existe un accord concernant l'exercice de ces droits qui vise à restreindre la concurrence. L'application de ces mesures sera assurée par l'Office fédéral antimonopole et ses organismes territoriaux.

4. Moyens de faire respecter les droits

D'une manière générale les procédures et mesures correctives civiles, administratives et pénales visant à protéger la propriété intellectuelle sont conformes aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC.

La législation prévoit l'application de mesures temporaires au titre de mesures correctives provisoires, y compris avant le dépôt d'une plainte civile concernant une infraction pénale.

La législation douanière russe ne prévoit pas de procédure administrative ou autre visant à suspendre la mise en circulation des marchandises dont l'importation porte atteinte à des droits de propriété intellectuelle. Le détenteur du droit peut obtenir cette suspension en ayant recours à la procédure judiciaire de demande de mesures correctives provisoires, c'est-à-dire en intentant un procès pour violation de ses droits et en demandant que la marchandise sous douane appartenant au défendeur soit saisie à titre de mesure corrective provisoire. Le procès doit être examiné au plus tard le jour suivant. Si le juge estime que les éléments de preuve sont suffisants, il ordonne la saisie de la marchandise et sa décision a force exécutoire pour les autorités douanières.

La législation en vigueur prévoit des sanctions pénales pour la contrebande et d'autres infractions, et les services des douanes sont compétents pour enquêter sur ces infractions. Si lors du contrôle douanier ou de l'établissement des documents de douane ou de la vérification des messages, des demandes ou d'autres renseignements, des indices d'autres infractions sont constatés, les services des douanes (conformément à l'article 304 du Code douanier) doivent en informer le Parquet ou les organismes chargés de l'enquête préliminaire.

Un projet de loi modifiant et complétant le Code douanier, qui prévoit l'application de la procédure administrative de suspension de la mise en circulation de marchandises dont l'importation porte atteinte à des droits de propriété intellectuelle, a été établi.

Les organes responsables des affaires intérieures russes se fondent sur la législation en vigueur pour prendre des mesures visant à prévenir les infractions pénales concernant le trafic illicite de propriété intellectuelle.

L'analyse de la pratique en matière de protection juridique montre que 720 délits au titre de l'article 146 (Atteintes au droit d'auteur et aux droits connexes), de l'article 147 (Atteintes aux droits relatifs aux inventions et aux brevets) et de l'article 180 (Utilisation illicite de marques de fabrique ou de commerce) du Code pénal ont été enregistrés en 1997. Pendant les six premiers mois de 1998, 708 délits au titre des mêmes articles ont été enregistrés. Des marchandises portant atteinte à un droit, d'une valeur totale excédant 400 millions de roubles, ont été saisies et des poursuites pénales ont été engagées contre 80 personnes.

Dans le même temps, des améliorations sont apportées à la législation relative à la protection de la propriété intellectuelle, fondées sur la pratique et l'expérience acquise en matière de protection juridique. En particulier, le Ministère des affaires intérieures élabore actuellement des propositions visant à modifier et à compléter les articles pertinents du Code pénal et du Code de procédure pénale.

Des renseignements complémentaires concernant l'application de la législation sont donnés à l'annexe 2.

5. Législation pertinente

- Constitution de la Fédération de Russie (clause 4 de l'article 15; article 44; clause o) de l'article 71);
- Code civil de la Fédération de Russie (articles 138 et 139);
- Code pénal de la Fédération de Russie (articles 146, 147, 180 et 183);
- Code de procédure civile de la Fédération de Russie;
- Code de procédure d'arbitrage de la Fédération de Russie;
- Code de procédure pénale de la Fédération de Russie;
- Loi n° 5351-1 du 9 juillet 1993 sur le droit d'auteur et les droits connexes, modifiée le 19 juillet 1995;
- Loi n° 3517-1 du 23 septembre 1992 sur les brevets;
- Loi n° 3520-1 du 23 septembre 1992 sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine;
- Loi n° 3523-1 du 23 septembre 1992 sur la protection juridique des programmes d'ordinateur et des bases de données;
- Loi n° 3526-1 du 23 septembre 1992 sur la protection juridique des schémas de configuration de circuits intégrés;
- Loi n° 5605-1 du 6 août 1993 sur les produits de sélection;
- Loi n° 2300-1 du 7 février 1992 sur la protection des consommateurs, modifiée le 9 janvier 1996;
- Loi n° 948-1 du 22 mars 1991 sur la concurrence et la limitation de l'activité monopolistique sur les marchés des produits de base, modifiée le 6 mai 1998 (articles 2, 6 et 10).

ANNEXE 1

Barème des taxes de brevets, en devises

Objet de la taxe	Montant de la taxe (en dollars EU)
Dépôt d'une demande de brevet d'invention	200 + 30 par revendication en sus de 25
Dépôt d'une demande de certificat de modèle d'utilité	100 + 10 par revendication en sus de 25
Dépôt d'une demande de brevet de modèle ou de dessin industriel et examen de la demande quant au fond	300 + 30 par version après les cinq premières
Prise en considération pour examen des éléments d'une demande internationale de brevet n'ayant pas donné lieu à une recherche par une administration chargée de la recherche internationale des informations sur les brevets ou à un examen préliminaire international	30
Modification et correction, à l'initiative du déposant, d'éléments d'une demande de brevet d'invention, de certificat de modèle d'utilité ou de brevet de dessin ou modèle industriel après le début de l'examen quant à la forme	50
Inclusion de nouvelles revendications dans une demande de brevet d'invention avant la présentation d'une requête pour que cette demande soit examinée quant au fond	50 + 30 par revendication supplémentaire
Inclusion de nouvelles revendications dans une demande de brevet d'invention après la présentation d'une requête pour que cette demande soit examinée quant au fond	50 + 240 par revendication supplémentaire indépendante
Inclusion de nouvelles revendications dans une demande de certificat de modèle d'utilité	50 + 10 par revendication supplémentaire
Examen d'une demande quant au fond pour: <ul style="list-style-type: none"> - une invention - plusieurs inventions 	<p>300</p> <p>300 + 240 par invention après la première</p>
Transformation d'une demande de certificat de modèle d'utilité en demande de brevet d'invention	100 + 20 par revendication en sus de 25
Transformation d'une demande de brevet d'invention en demande de certificat de modèle d'utilité	20
Prorogation du délai fixé pour répondre à une demande de renseignements d'experts, par mois: <ul style="list-style-type: none"> - jusqu'à six mois après la date d'expiration du délai fixé - entre six et 12 mois après ladite date - plus de 12 mois après ladite date 	<p>20</p> <p>50</p> <p>100</p>

Objet de la taxe	Montant de la taxe (en dollars EU)
Formation d'un recours auprès de la Commission d'appel:	
- contre le refus de délivrer un brevet ou un certificat après examen quant à la forme	70
- contre le refus de délivrer un brevet d'invention ou de dessin ou modèle industriel après examen de la demande quant au fond	250
- contre le refus de délivrer un brevet d'invention ou de dessin ou modèle industriel, ou un certificat de modèle d'utilité, ou concernant l'applicabilité sur le territoire de la Fédération de Russie des brevets d'inventions ou de dessins ou modèles industriels délivrés dans l'ex-URSS	600
Rétablissement d'un délai qui n'a pas été respecté par un déposant si:	
- la requête a été déposée dans les six mois après l'expiration de ce délai	80
- la requête a été déposée entre six et 12 mois après l'expiration de ce délai	320
Enregistrement d'une invention, d'un modèle d'utilité ou d'un dessin ou modèle industriel et délivrance d'un brevet d'invention ou de dessin ou modèle industriel ou d'un certificat de modèle d'utilité	400
Enregistrement d'un accord de licence portant sur:	
- un seul brevet d'invention ou de dessin ou modèle industriel, ou un seul certificat de modèle d'utilité	200
- plusieurs brevets ou certificats	200 + 100 pour chaque brevet ou certificat visé en sus du premier
Enregistrement d'un accord de cession de brevet ou de certificat	50
Dépôt d'une demande de licence ouverte et publication de données relatives à cette demande	50
Maintien en vigueur d'un brevet d'invention pour une année, à compter de la date du dépôt de la demande:	
- troisième année	100
- quatrième année	100
- cinquième année	150
- sixième année	150
- septième année	200
- huitième année	200
- neuvième année	300
- dixième année	300
- onzième année	450
- douzième année	450
- treizième année	600

Objet de la taxe	Montant de la taxe (en dollars EU)
- quatorzième année	600
- quinzième année	750
- seizième année	750
- dix-septième année	750
- dix-huitième année	750
- dix-neuvième année	1 000
- vingtième année	1 000
Maintien en vigueur d'un brevet de dessin ou modèle industriel pour une année, à compter de la date du dépôt de la demande:	
- troisième année	100
- quatrième année	100
- cinquième année	150
- sixième année	150
- septième année	200
- huitième année	200
- neuvième année	300
- dixième année	300
- onzième année	300
- douzième année	300
- treizième année	400
- quatorzième année	400
- quinzième année	400
Maintien en vigueur d'un certificat de modèle d'utilité pour une année, à compter de la date du dépôt de la demande:	
- première année	50
- deuxième année	50
- troisième année	100
- quatrième année	150
- cinquième année	150
- sixième année	200
- septième année	200
- huitième année	200
Maintien en vigueur sur le territoire de la Fédération de Russie d'un brevet eurasiatique pour une année, à compter de la date du dépôt de la demande:	
- troisième année	125
- quatrième année	125

Objet de la taxe	Montant de la taxe (en dollars EU)
- cinquième année	188
- sixième année	188
- septième année	250
- huitième année	250
- neuvième année	375
- dixième année	375
- onzième année	563
- douzième année	563
- treizième année	750
- quatorzième année	750
- quinzième année	938
- seizième année	938
- dix-septième année	938
- dix-huitième année	938
- dix-neuvième année	1 250
- vingtième année	1 250
Formation de recours auprès de la Chambre supérieure des brevets de Rospatent contre une décision de la Commission d'appel concernant:	
- le refus de délivrer un brevet ou un certificat après examen quant à la forme	30
- le refus de délivrer un brevet d'invention ou de dessin ou modèle industriel après examen de la demande quant au fond	150
- le refus de délivrer un brevet d'invention ou de dessin ou modèle industriel, ou un certificat de modèle d'utilité, ou concernant l'applicabilité sur le territoire de la Fédération de Russie des brevets d'invention ou de dessin ou modèle industriel délivrés dans l'ex-URSS	200
Dépôt d'une demande de marque de fabrique ou de commerce et examen d'un signe déclaré	300 + 50 par catégorie de marchandises et de services après les cinq premières
Dépôt d'une demande d'appellation d'origine et examen d'un signe déclaré	110
Modification ou correction, à l'initiative du déposant, d'une demande de marque de fabrique ou de commerce ou d'appellation d'origine	60
Prorogation du délai fixé pour répondre à une demande de renseignements d'experts, par mois:	
- jusqu'à six mois à compter de la date d'expiration du délai initial	20
- de six à 12 mois à compter de ladite date	50
- plus de 12 mois à compter de ladite date	100

Objet de la taxe	Montant de la taxe (en dollars EU)
Formation d'un recours auprès de la Commission d'appel:	
- contre le refus d'accepter une demande de marque de fabrique ou de commerce ou d'appellation d'origine à l'issue de l'examen préalable	150
- contre une décision concernant une demande de marque de fabrique ou de commerce ou d'appellation d'origine à l'issue de l'examen d'un signe déclaré	400
- contre l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce ou d'une appellation d'origine et la délivrance d'un certificat attestant le droit d'utiliser une appellation d'origine, ou concernant l'applicabilité sur le territoire de la Fédération de Russie de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce ou d'une marque de service de l'ex-URSS	700
Rétablissement d'un délai qui n'a pas été respecté par le déposant	300
Enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce et délivrance d'un certificat d'enregistrement	250
Enregistrement d'une marque collective et délivrance d'un certificat d'enregistrement	500
Délivrance d'un certificat attestant le droit d'utiliser une appellation d'origine	250
Modification du Registre d'État correspondant et du certificat d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce ou du certificat attestant le droit d'utiliser une appellation d'origine	60
Enregistrement d'un accord de licence portant sur:	
- une marque de fabrique ou de commerce	300
- plusieurs marques de fabrique ou de commerce	300 + 250 pour chaque certificat de marque de fabrique ou de commerce visé par l'accord en sus du premier
Enregistrement d'un accord de cession de marques de fabrique ou de commerce	300 pour chaque marque de fabrique ou de commerce visée par l'accord
Enregistrement de modifications apportées à un accord de licence enregistré ou à un accord de cession de marques de fabrique ou de commerce	50
Prolongation de la durée de validité de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce ou du certificat attestant le droit d'utiliser une appellation d'origine	500
Prolongation de la durée de validité de l'enregistrement d'une marque collective	800
Taxe supplémentaire pour l'octroi d'une prolongation de six mois à l'expiration de la durée de validité de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce ou d'un certificat attestant le droit d'utiliser une appellation d'origine	50

Objet de la taxe	Montant de la taxe (en dollars EU)
Formation d'un recours auprès de la Chambre supérieure des brevets de Rospatent contre une décision de la Commission d'appel concernant: <ul style="list-style-type: none"> - le refus d'accepter une demande de marque de fabrique ou de commerce ou d'appellation d'origine à l'issue de l'examen préalable - une demande de marque de fabrique ou de commerce ou d'appellation d'origine à l'issue de l'examen d'un signe déclarée - l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce ou d'une appellation d'origine et la délivrance d'un certificat attestant le droit d'utiliser une appellation d'origine, ou concernant l'applicabilité sur le territoire de la Fédération de Russie de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce ou d'une marque de service de l'ex-URSS 	50 200 300
Dépôt d'une requête auprès de la Chambre supérieure des brevets de Rospatent demandant: <ul style="list-style-type: none"> - la dénonciation de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce pour des motifs autres que la brevetabilité - que la marque de fabrique ou de commerce enregistrée soit considérée comme étant devenue la désignation commune des marchandises d'un type donné - qu'une marque de fabrique ou de commerce soit considérée comme notoirement connue 	800 1 600 1 600

Montant en devises de la taxe à acquitter pour l'enregistrement officiel
de programmes d'ordinateur (logiciels), de bases de données
et de schémas de configuration de circuits intégrés

Objet de la taxe	Montant de la taxe (en dollars EU)
Dépôt d'une demande d'enregistrement officiel d'un programme d'ordinateur (logiciel), d'une base de données ou d'un schéma de configuration de circuits intégrés	60
Inscription de données au registre des programmes d'ordinateur (logiciels), des bases de données ou des schémas de configuration de circuits intégrés	15
Délivrance d'un certificat attestant l'enregistrement d'un programme d'ordinateur (logiciel), d'une base de données ou d'un schéma de configuration de circuits intégrés	10
Publication, dans le bulletin de l'Office, de renseignements sur le programme d'ordinateur (logiciel), la base de données ou le schéma de configuration de circuits intégrés ayant fait l'objet d'un enregistrement officiel	15
Modifications des éléments contenus dans la demande d'enregistrement officiel avant publication au bulletin de l'Office	10
Délivrance d'un certificat attestant l'enregistrement de modifications des éléments contenus dans la demande d'enregistrement	20
Enregistrement du contrat de cession de tous les droits patrimoniaux sur le programme d'ordinateur (logiciel), la base de données ou le schéma de configuration de circuits intégrés et publication de renseignements sur l'enregistrement dudit contrat	40
Enregistrement du contrat de cession des droits patrimoniaux sur le programme d'ordinateur (logiciel), la base de données ou le schéma de configuration de circuits intégrés ayant fait l'objet d'un enregistrement	30

ANNEXE 2

Application de la législation

Les renseignements concernant l'application de la législation en vigueur en matière de propriété intellectuelle sont fondés sur les données statistiques récapitulant les résultats de l'activité des organes exécutifs et judiciaires compétents en 1997 et pendant le premier semestre de 1998.

Brevets d'invention

	1996	1997	1997 par rapport à 1995 %
Demandes de brevets déposées directement auprès de Rospatent, dont:	23 211	19 992	86,1
- demandes déposées par des nationaux	18 014	15 106	83,9
- demandes déposées par des étrangers	5 197	4 886	94,0
Demandes déposées selon la procédure PCT avec désignation de la Russie	23 044	28 182	122,3
Demandes déposées selon la procédure PCT – phase nationale	3 216	3 228	100,4
Nombre total de demandes de brevets			104,1
Nombre total de brevets d'invention délivrés, dont:	19 678	29 692	136,0
- brevets délivrés à des nationaux	16 489	25 644	155,5
- brevets délivrés à des étrangers	3 189	4 048	126,9
Brevets d'invention valides à la fin de l'année	109 467	155 247	141,8

Dessins et modèles industriels

	1996	1997	1997 par rapport à 1996 %
Demandes de brevets de dessin ou modèle industriel déposées, dont:	1 266	1 302	93,5
- demandes déposées par des nationaux	994	929	93,5
- demandes déposées par des étrangers	272	373	137,1
Nombre de brevets de dessin ou modèle industriel délivrés	1 136	937	82,5
Nombre de brevets de dessin ou modèle industriel valides à la fin de l'année	5 560	6 400	115,1

Marques de fabrique ou de commerce et marques de service

	1996	1997	1997 par rapport à 1996 %
Nombre total de demandes déposées pour des marques de fabrique ou de commerce et des marques de service, dont:	24 127	28 157	116,7
- demandes déposées par des nationaux	13 513	15 998	118,4
- demandes déposées par des étrangers	10 614	12 159	114,5
enregistrement international	6 500	8 176	125,8
Nombre total de marques de fabrique ou de commerce et de marques de service enregistrées, dont:	20 313	17 401	85,7
- marques enregistrées pour des déposants nationaux	10 108	8 249	81,6
- marques enregistrées pour des déposants étrangers	10 205	9 152	89,7
enregistrement international	6 762	6 249	92,4

Durée de l'examen des demandes (en 1997, moyenne)

inventions – 10,5 mois (24 mois en 1994);
dessins et modèles industriels – sept mois (10,5 mois en 1994);
marques de fabrique ou de commerce - 12 mois (10 mois en 1994).

Litiges

En 1997, 242 recours (contre 287 en 1996) contre des décisions concernant des demandes et l'octroi de titres de protection ont fait l'objet d'un examen, à la suite duquel 36 documents délivrés antérieurement ont été annulés (contre 15 en 1996).

En 1997 également, 76 décisions de Rospatent ont été contestées par la voie judiciaire (étant donné que l'Office supérieur des brevets n'a été mis en place qu'au milieu de 1998); 75 décisions ont été confirmées par les tribunaux.

Procédures civiles

En 1997, les tribunaux de compétence générale se sont prononcés sur 565 procédures civiles concernant la protection de la propriété intellectuelle comme suit:

- décisions rendues dans 347 affaires (dans 273 affaires les plaignants ont obtenu gain de cause et exigé un montant de 4 580 535 000 roubles comprenant des dommages et intérêts pour préjudice moral).
- annulation prononcée dans 93 affaires;
- 109 affaires classées sans suite;
- 16 affaires ont été renvoyées à d'autres tribunaux.

Pendant le premier semestre de 1998, les tribunaux se sont prononcés sur 205 procédures civiles, comme suit:

- décisions rendues dans 148 affaires (dans 104 affaires les plaignants ont obtenu gain de cause et exigé un montant de 2 262 487 000 roubles comprenant des dommages et intérêts pour préjudice moral);
- annulation prononcée dans 31 affaires;
- 20 affaires classées sans suite;
- six affaires renvoyées à d'autres tribunaux.

Procédures d'arbitrage

L'application de la législation en matière de propriété intellectuelle par les tribunaux d'arbitrage de la Fédération de Russie est illustrée par les données ci-après:

Différends concernant la protection de la propriété intellectuelle	1997	1 ^{er} semestre de 1998
Nombre de différends examinés	121	91
Montant total des sommes réclamées (en roubles)	42 53	15 552 000
Nombre de plaintes admises	69	46
Montant des sommes obtenues (en roubles)	7 51	525 000
Nombre de différends ayant fait l'objet d'un recours en justice	21	20
Nombre de recours rejetés	8	2

Note: Les différends portent sur la protection des marques de fabrique ou de commerce, l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce, l'application de la législation sur le droit d'auteur et les droits connexes, les brevets et d'autres aspects de la protection de la propriété intellectuelle.

Procédures administratives

En 1997, les tribunaux ont examiné au titre de l'article 150-4 du Code de la RSFSR sur les infractions administratives (utilisation illicite de copies d'œuvres ou de phonogrammes) des plaintes administratives contre 883 personnes; des sanctions administratives ont été infligées à 743 personnes, dont 742 ont été condamnées à une amende et une a reçu un avertissement. La saisie des marchandises portant atteinte à un droit a été ordonnée à 329 reprises.

En 1997 le Comité d'État antimonopole a engagé 65 actions pour concurrence déloyale concernant des atteintes à des droits exclusifs. Après enquête, 43 ordonnances de ne plus faire ont été rendues.

Pendant le premier semestre de 1998, la Comité d'État antimonopole a engagé 35 actions et 23 ordonnances ont été rendues.

Poursuites pénales

Le Ministère des affaires intérieures s'est surtout attaché à mettre au jour et à réprimer les délits passibles de sanctions pénales au titre des articles 146, 147 et 180 du Code pénal de la Fédération de Russie. Les efforts ont porté en particulier sur la lutte contre les groupes criminels organisés qui se livrent à la production et à la distribution de marchandises portant atteinte à un droit.

Ainsi, en 1997, la milice a mis au jour 293 infractions au droit d'auteur et aux droits connexes passibles de sanctions pénales, dont 91 ont fait l'objet d'un complément d'instruction, 30 ont été portées devant les tribunaux et 50 ont été classées sans suite.

Pendant le premier semestre de 1998, la milice a mis au jour 425 délits au titre de l'article 146, 16 délits au titre de l'article 147 et 267 délits au titre de l'article 180 du Code pénal.

La milice a saisi des marchandises portant atteinte à un droit pour une valeur de plus de 400 millions de roubles. Des poursuites pénales ont été engagées contre 80 personnes.

Les données statistiques concernant les actions en justice en 1997 montrent qu'aucune peine n'a été infligée au titre de l'article 146 du Code pénal. Cinq personnes ont été reconnues coupables d'atteinte aux droits des inventeurs et des détenteurs de brevet (article 147 du Code pénal), 73 personnes ont été reconnues coupables d'utilisation illicite de marques de fabrique ou de commerce au titre de la partie 1 de l'article 180 du Code pénal et trois personnes au titre de la partie 2 dudit article).
